
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 10 (1982)

DOI: 10.11588/fr.1982.0.51219

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

cette position ambiguë. Lors des débats douaniers de 1878–1879, on voit ainsi nettement comment les rapports des »Regierungspräsidenten« reprennent l'argumentation des chambres : à Cologne dans un sens libre-échangiste, à Düsseldorf dans un sens protectionniste. Leur compétence est toutefois limitée aux grandes villes et les centres secondaires se jugent négligés, alors qu'en France elles représentent l'ensemble de l'arrondissement, comme d'ailleurs en Bavière et en Saxe (avec obligation de consultation).

La Grande Dépression des années 1880 met fortement en question leur rôle, alors que se développent des »associations libres«, d'initiative indépendante. D'une part, la liaison établie depuis 1861 par le »Deutscher Handelstag« reste trop lâche: on y envisage à plusieurs reprises sans résultat la création d'un conseil national permanent. D'autre part, les industriels se jugent sous-représentés par rapport aux négociants. Le fameux »Zentralverband deutscher Industrieller« (1876), qui lance la campagne protectionniste, demande le remodelage en »chambres d'industrie et de commerce«; la chambre d'Osnabrück, inspirée par le professeur d'Aix, Richard von Kaufmann, prend aussi position en ce sens. Le gouvernement du Reich, quand il est converti au protectionnisme, partage ce sentiment: après un »édit de discipline« (1881) qui consolide sa tutelle, Bismarck envisage »de réaliser par voie législative l'élargissement des institutions actuelles, qui constituent seulement une représentation de groupes isolés d'entrepreneurs«. Il a pris en effet pour lui-même le ministère prussien du Commerce, »avec élan et avec une confiance en lui jusqu'alors inébranlée«.

Mais comme la force d'inertie bloque la réforme souhaitée, ne vaut-il pas mieux créer un système représentatif nouveau, articulé verticalement et plus dépendant de l'Etat? Pour informer le pouvoir sur les données économiques, il existait en France un Conseil supérieur de l'agriculture, des manufactures et du commerce, consultatif et partiellement nommé. Le projet est préparé d'un Conseil de l'économie (Volkswirtschaftsrat), le Reichstag, refuse cependant les crédits, par méfiance envers une institution extraparlamentaire, il faut se replier sur une formule restreinte au royaume de Prusse, qui en fait ne fonctionnera pas davantage. On cherche alors en 1883 à établir au niveau provincial des »chambres de métiers« (Gewerbekammern) qui doivent constituer »une représentation des intérêts économiques généraux«, »une nouvelle structure par ordres« (neoständisch): c'est en définitive un autre échec. Les chambres de commerce du reste contre-attaquent pour défendre leur existence. Elles s'entendent, d'abord en Alsace, pour coordonner leurs relations avec les chemins de fer; elles soutiennent l'expansion coloniale, quand le gouvernement est encore réservé, elles encouragent la formation des cartels. Aussi en 1896 von Berlepsch, ministre de Guillaume II, propose-t-il, en réhabilitant l'institution, de généraliser son réseau à tout le territoire. Le Reichstag à nouveau rejette le projet mais en accepte l'année suivante une version atténuée (avec l'octroi de la personnalité juridique).

L'auteur conclut en estimant que ces expériences de l'Etat prussien-allemand sont restées »infécondes et en partie contradictoires«, qu'il n'est donc pas justifié pour cette époque de parler de »capitalisme organisé«: ce serait »délayer jusqu'à le rendre méconnaissable« le concept élaboré par Hilferding pour la période suivante.

Pierre BARRAL, Nancy

Klaus-Michael MALLMANN, Die Anfänge der Bergarbeiterbewegung an der Saar (1848–1904), Saarbrücken (Thimes et Nolte) 1981, 370 p. (Veröffentlichungen der Kommission für saarländische Landesgeschichte und Volksforschung, 12).

Cette étude régionale, consacrée aux origines du mouvement syndical chez les mineurs de charbon de la Sarre, est centrée comme il se doit sur le temps fort des années 1889–1893. L'auteur a dépouillé méthodiquement les archives, les journaux, les imprimés de l'époque; il a

rédigé un récit vivant, éclairé avec bonheur de citations significatives; il a eu le souci de replacer les événements qu'il raconte dans le contexte des structures économiques et de la conjoncture politique. On regrette toutefois l'absence d'une conclusion et plus généralement de vues synthétiques: les observations les plus intéressantes par leur portée globale sont quelque peu noyées dans le flot de l'analyse. Une carte aurait été fort utile pour le lecteur non sarrois. Elle aurait localisé les pôles de l'action ouvrière. Elle aurait aussi fait ressortir les liaisons étroites avec la frange méridionale du bassin houiller, en territoire lorrain séparé alors de la Sarre, par une limite administrative, non par une frontière internationale: à cet égard, Klaus-Michael Mallmann fournit quelques données, mais il ignore les travaux français, notamment »La Lorraine annexée« (1976) de François Roth.

Au début de mai 1889, la grève se déclenche dans les mines de la Ruhr et y prend une ampleur considérable, avec le ralliement des trois quarts de la main-d'œuvre. La Sarre suit, entraînée par l'exemple, après deux semaines d'émotion croissante elle compte 11 000 grévistes (44%), surtout au Nord du bassin. On revendique la réduction de la journée de travail de 10 à 8 heures et le relèvement des salaires (fixés à la tâche, par l'adjudication de »tailles« à des chefs d'équipe). Mais le mouvement est motivé aussi, à un niveau plus profond, par la volonté d'une plus grande indépendance ouvrière dans la gestion des mutuelles de prévoyance (Knappschaften) comme par la révolte contre la corruption et les abus de beaucoup de porions (Steiger). Quand le travail reprend, après quinze jours, sur quelques vagues promesses patronales, l'action se prolonge par la fondation d'un syndicat dans la Ruhr et en Sarre par celle d'une organisation autonome, le »Rechtsschutzverein« à Bildstock près Friedrichstal. »L'association de défense des droits« incarnera les mineurs pendant plusieurs années: rassemblant jusqu'à 19 000 membres, construisant une nouvelle salle de réunion, animant de nouvelles grèves en décembre 1889 et janvier 1893, envoyant des délégués aux congrès nationaux et internationaux. Le mouvement gagnera les puits lorrains et s'y brisera sur l'hostilité de la maison de Wendel.

Cette lutte est née et s'est développée hors de toute influence socialiste: la social-démocratie, soumise depuis douze ans par Bismarck à une dure répression, est d'ailleurs alors pratiquement absente de Sarre. Les animateurs sont exclusivement des mineurs, issus de la base dont ils partagent les caractéristiques. Il n'y a guère d'éléments extérieurs dans une main-d'œuvre qui, de souche paysanne proche, est venue presque toute des campagnes de Trèves traditionnellement catholiques. Face aux cadres protestants, l'affrontement confessionnel double donc l'affrontement social. Un leader naturel a surgi: Nicolaus Warken, père de cinq enfants, propriétaire de quelques terres, croyant convaincu, bon organisateur et orateur populaire. Les socialistes parleront avec quelque dédain de son »étonnant mélange de phrases, radicales, religieuses et ... soumises«. Il est condamné à plusieurs reprises à des peines de prison pour diffamation contre les porions et sa libération est saluée par un cortège triomphal avec une souscription qui rapporte 10 000 marks. En 1890, il se présente avec un camarade aux élections législative: »on doit faire une nouvelle législation, c'est l'ouvrier qui doit résoudre la question sociale, non les messieurs qui ne connaissent pas le travail«. Ces candidatures ouvrières échouent avec un score honorable. En même temps, le mouvement se déclare »pour la religion, que doit avoir chaque homme et qui est la première police de l'Etat«. Sans sectarisme cependant: »un de nos camarades, dit Warken, peut être ultramontain, conservateur, social-démocrate, libre-penseur, etc. ... Cela ne regarde pas le »Rechtsschutzverein«, nous sommes tous camarades et nous avons le même sort. Personne ne demande dans la mine à quelle confession ou à quel parti adhère le mineur, il doit faire la taille à tant de profondeur et creuser tant de trous«. Le leader du catholicisme social dans le diocèse de Trèves, le chanoine Dasbach, a encouragé le mouvement à ses débuts, d'une manière discrète. Il prend vite ses distances et se présente lui-même au Reichstag contre un candidat ouvrier.

Une autre originalité du mouvement est son attente confiante dans une intervention personnelle de l'Empereur. C'est le début du règne de Guillaume II, qui se veut le souverain des

ouvriers. Il accorde audience en mai 1889 (dix minutes!) à trois délégués de la Ruhr et si les Sarrois n'obtiennent pas la même faveur, ils sont du moins reçus à Coblençe par le président supérieur de Rhénanie, le baron Hans von Berlepsch. Le comportement conciliant de celui-ci paraît approuvé par sa promotion au ministère de Commerce et par une ordonnance de février 1890 qui annonce des réformes: des comités ouvriers (Arbeiterausschüsse) seront créés et consultés sur le règlement intérieur. Le pouvoir semble ici libre d'agir car depuis les princes de Nassau-Sarrebrück au XVIII^e siècle, les mines de la Sarre se trouvent sous un régime de propriété publique. L'Empereur fait connaître son souhait de »les voir devenir des établissements modèles quant à la sollicitude pour les ouvriers«. En fait, la pression inquiète des entreprises privées et la résistance sourde de l'administration minière, jalouse de maintenir toute son autorité, réduisent la réforme à très peu de chose. Les sociaux-démocrates, plus libres d'agir après la mise à l'écart de Bismarck, vont exploiter la déception qui succède rapidement à l'enthousiasme. Ils envoient un propagandiste permanent, Joseph Emmel, qui sait adopter un ton modéré et qui organise en 1892 une conférence de Bebel. Celui-ci, mesurant les difficultés, écrit à Engels: »Avec les mineurs c'est partout en Allemagne le même inconvénient, ils manquent d'éléments capables et utilisables et dans l'évolution propre de leur métier seuls des mineurs ont encore de l'influence sur leurs camarades«. C'est cependant la fin du »Rechtsschutzverein« qui se dissout à la fin de 1893 sous la pression des autorités: la fameuse salle est vendue et Warken, retourné dans son village natal, y termine sa vie comme colporteur. Le grand patron Stumm domine »la Saarabie« (comme dit Friedrich Naumann) puis après sa mort le »Zentrum«, appuyé sur le »Volksverein«, enlèvera le siège au Reichstag.

Cet épisode déconcerte quelque peu au premier abord, avec son leader ouvrier et chrétien qui proclame: »Nous n'avons pas besoin des sociaux-démocrates ni des ultramontains, nous nous aidons nous-mêmes«. Mais une comparaison internationale relève ailleurs bien des faits comparables. Nikolaus Warken n'annonce-t-il pas, dans un contexte certes bien différent, le Lech Walesa des chantiers navals de Gdansk? Et pour rester dans une situation plus équivalente, des faits du même ordre s'observent à cette époque dans les Etats voisins. En Angleterre, le syndicalisme des mineurs, qui existe depuis 1804, a fait élire en 1885 au Parlement, six de ses dirigeants sous l'étiquette »libérale«, il se réorganise en 1889 en centrant ses revendications sur la journée de huit heures. En Belgique, les »houilleurs« sont en flèche dans le mouvement spontané de mars 1886 qui tourne à l'émeute violente puis dans l'action qui le prolonge: soit dans les Chevaliers du Travail, de type américain, soit au syndicat socialiste qui arrache par la grève en 1893 un élargissement considérable du droit de vote. En France, les grèves de 1889 et de 1891 renforcent le vieux syndicat et ses leaders Basly et Lamendin deviennent aussi députés des circonscriptions de corons; ici une convention collective est conclue sous la pression médiatrice du gouvernement républicain. Partout, avec des nuances nationales, les mineurs manifestent une combativité autonome et jalouse.

Pierre BARRAL, Nancy

Robert TOMBS, *The War against Paris 1871*, Cambridge/Londn (Cambridge University Press) 1981, 256 S.

Während wir für die politische und soziale Geschichte der Pariser Kommune inzwischen über eine nur noch für Spezialisten überschaubare Fülle von Forschungsergebnissen verfügen, gilt dies für die Geschichte ihres unmittelbaren Gegners, die französische Armee von 1871, in weit geringerem Maße. Tombs hat sich die Aufgabe gestellt, die Niederschlagung der Kommune aus der Perspektive von Versailles zu analysieren. Was mußte geschehen, um aus den Regierungstruppen, die nach dem gescheiterten Versuch, die Nationalgarde zu entwaffnen, aus der